

Par M. Garson,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission sur les pratiques restrictives du commerce, en date du 17 octobre 1955, en vertu de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, concernant un plan de publicité coopérative d'un manufacturier présumé constituer une forme de maintien des prix de revente dans la distribution et la vente de certains appareils de ménage.

Par M. Garson,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission sur les pratiques restrictives du commerce, en date du 12 décembre 1955, sous le régime de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, concernant une prétendue coalition dans la fabrication, la distribution et la vente d'appareils convoyeurs et de matériel de transmission et de produits connexes.

Par M. Harris, membre du conseil privé de la reine,—Classement, au 30 septembre 1955, des prêts consentis au Canada par les banques à charte, conformément à l'article 119(1) de la Loi sur les banques, chapitre 48 des Statuts du Canada (1953-1954).

Par M. Harris,—Classement, au 30 septembre 1955, du passif-dépôts des banques à charte payable au public en monnaie canadienne, selon l'article 119(1) de la Loi sur les banques, chapitre 48 des Statuts du Canada (1953-1954).

Par M. Harris,—Relevé des comptes et rapport du président de la Banque d'expansion industrielle pour l'année terminée le 30 septembre 1955, en conformité de l'article 29(4) de la Loi sur la Banque d'expansion industrielle, chapitre 151 des Statuts révisés du Canada (1952).

Par M. Harris,—Rapport du surintendant des assurances du Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1953, volume II, Compagnies d'assurance-vie et Sociétés fraternelles de bénéfiques, suivant l'article 19 de la Loi sur le département des assurances, chapitre 70 des Statuts révisés du Canada (1952).

Par M. Howe (Port-Arthur), membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission de contrôle de l'énergie atomique du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1955, conformément à l'article 80(1) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts révisés du Canada (1952).

Par M. McCann, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 avril 1955,—État suivant:—1. Depuis le 1^{er} janvier 1950 jusqu'à ce jour, à combien d'ordonnances judiciaires le ministère du Revenu nationale a-t-il eu recours, à l'égard a) de particuliers, b) de corporations, en vue d'obtenir paiement de l'impôt sur le revenu?

2. Quel était le montant global des redevances d'impôt et des intérêts dus a) par les particuliers, b) par les corporations, dans chacun de ces cas?

3. Dans combien de cas y a-t-il eu saisie de biens et (ou) d'effets personnels a) de particuliers, b) de corporations?

4. Parmi les particuliers mentionnés aux parties 1, 2 et 3 ci-dessus, quel était le nombre a) d'agriculteurs, b) d'hommes d'affaires, c) de personnes exerçant une carrière libérale, d) d'ouvriers?

Par M. Prudham, membre du conseil privé de la reine, sur l'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère des Mines et des Relevés techniques pour l'année terminée le 31 mars 1955, selon l'article 10 de la Loi sur le ministère des Mines et des Relevés techniques, chapitre 73 des Statuts révisés du Canada (1952).